RCS : ORLEANS
Code greffe : 4502

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ORLEANS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2007 B 00369
Numéro SIREN : 495 289 159
Nom ou dénomination : ABCLIM CONCEPT

Ce dépôt a été enregistré le 22/04/2022 sous le numéro de dépôt 3407

ABCLIM CONCEPT
Société A Responsabilité Limitée au capital de 45 000 €
Siège social : 19 rue Bernard PALISSY
45140 – SAINT JEAN DE LA RUELLE
RCS ORLEANS 495 289 159
-----ooo-----

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ASSOCIES DU 11 AVRIL 2022

L'AN DEUX MIL VINGT-DEUX,
Le onze Avril à quatorze heures,

Les associés de la Société ABCLIM CONCEPT, Société A Responsabilité Limitée au capital de 45 000 €, se sont réunis au siège social en Assemblée Générale Extraordinaire, sur la convocation faite conformément aux dispositions en vigueur.

La feuille de présence est émargée en entrant en séance. Celle-ci indique que sont présents ou représentés :

. M. FERNANDES Daniel
titulaire de 200 parts

. M. COURAPIED Gérald
titulaire de 200 parts

. SAS GROUPE VERTICE
représentée par son Président Daniel FERNANDES
titulaire de 600 parts

L'Assemblée est présidée par M. Daniel FERNANDES, Gérant Associé.

Monsieur le Président constate en conséquence que l'Assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise de plus des trois quarts du capital social.

Il dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- un exemplaire de la lettre de convocation adressée à chaque associé,
- la feuille de présence de l'Assemblée,
- le projet des résolutions,
- les statuts de la société.

Monsieur le Président déclare que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- agrément d'une cession de parts,
- mise en harmonie des statuts,
- questions diverses.

DF

Puis, Monsieur le Président ouvre les débats sur les questions à l'ordre du jour et différentes explications sont échangées entre les membres de l'Assemblée.

Personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

Première Résolution

L'Assemblée Générale, après lecture de l'acte de cession de parts sociales rédigé et signé sous seing privé, agrée la cession des 200 parts sociales de la société appartenant à M. Gérald COURAPIED, en date du 11 Avril 2022, au profit de la société GROUPE VERTICE, SAS au capital de 10 000 € dont M. Daniel FERNANDES est le Président, située 19 rue Bernard PALISSY 45140 - SAINT JEAN DE LA RUELLE, immatriculée au RCS d'ORLEANS sous le numéro 884 142 696.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale, en conformité de la résolution précédente, décide de procéder à la mise en harmonie de l'article 8 des statuts, de la façon suivante :

ANCIEN ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **QUARANTE CINQ MILLE EUROS** (45 000 €).

Il est divisé en **MILLE** (1 000) parts de **QUARANTE CINQ** (45) euros chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs et suite aux cessions de parts intervenues les 07 Avril 2009, 03 Avril 2018, 15 Octobre 2020 et 31 Décembre 2020, à la réduction du capital du 22 Juillet 2014 et aux augmentations du capital des 22 Septembre 2015 et 03 Avril 2018, de la façon suivante :

Daniel FERNANDES, DEUX CENTS parts numérotées de 1 à 200	200 parts
Gérald COURAPIED, DEUX CENTS parts numérotées de 701 à 900	200 parts
SAS GROUPE VERTICE, SIX CENTS parts numérotées de 201 à 700 et de 901 à 1 000	600 parts
Total des parts formant le capital social :	1 000 parts

Les soussignés déclarent expressément que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquée.

DF

NOUVEL ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **QUARANTE CINQ MILLE EUROS** (45 000 €).

Il est divisé en **MILLE** (1 000) parts de **QUARANTE CINQ** (45) euros chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs et suite aux cessions de parts intervenues les 07 Avril 2009, 03 Avril 2018, 15 Octobre 2020, 31 Décembre 2020 et 11 Avril 2022, à la réduction du capital du 22 Juillet 2014 et aux augmentations du capital des 22 Septembre 2015 et 03 Avril 2018, de la façon suivante :

Daniel FERNANDES, DEUX CENTS parts numérotées de 1 à 200	200 parts
SAS GROUPE VERTICE, HUIT CENTS parts numérotées de 201 à 1 000	800 parts
Total des parts formant le capital social :	1 000 parts

Les soussignés déclarent expressément que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Troisième Résolution

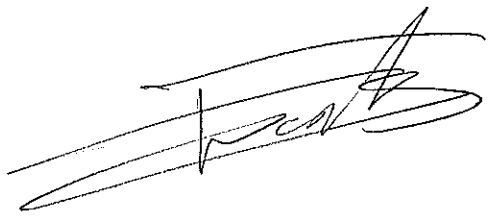
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur du présent à l'effet de procéder à toutes les formalités nécessitées par les résolutions ci-dessus.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à quatorze heures quarante minutes.

De tout ce que dessus a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par la Gérance.

La Gérance



ABCLIM CONCEPT
Société A Responsabilité Limitée au capital de 45 000 €
Siège social : 19 rue Bernard PALISSY
45140 – SAINT JEAN DE LA RUELLE
RCS ORLEANS 495 289 159

ACTE DE CESSIONS DE PARTS

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Gérald COURAPIED
né le 25 Juillet 1977 à ORLEANS (45), de nationalité française,
demeurant 12 rue du Mont 45510 – NEUVY EN SULLIAS,
célibataire non pacsé,

Ci-après dénommé "LE CEDANT",

D'UNE PART,

ET :

SOCIETE GROUPE VERTICE
Société par Actions Simplifiée au capital de 10 000 €
dont le siège social est situé 19 rue Bernard PALISSY 45140 – ST JEAN DE LA RUELLE
immatriculée au RCS d'ORLEANS sous le numéro B 884 142 696
représentée par son Président M. Daniel FERNANDES

Ci-après dénommé "LE CESSIONNAIRE",

D'AUTRE PART,

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

EXPOSE

Il existe entre Messieurs Daniel FERNANDES, Gérald COURAPIED et la société GROUPE VERTICE une SARL dénommée ABCLIM CONCEPT, au capital de 45 000 € divisé en 1 000 parts de 45 €, ayant son siège social 19 rue Bernard PALISSY 45140 – SAINT JEAN DE LA RUELLE.

.../...

DF

CG

Le capital est réparti comme suit :

• M. FERNANDES Daniel	200 parts
• M. COURAPIED Gérald	200 parts
• SAS GROUPE VERTICE	600 parts
TOTAL	1 000 parts

La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ORLEANS sous le numéro B 495 289 159. La Gérance est exercée par M. Daniel FERNANDES.

Il résulte de l'article 10 des statuts que la cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt. Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

CESSION DE PARTS

Par les présentes, le CEDANT cède et transporte avec toutes les garanties ordinaires et de droit au CESSIONNAIRE qui accepte, ses DEUX CENTS (200) parts sociales dont il est propriétaire.

PROPRIETE JOUISSANCE

Les parts cédées deviendront la propriété du GROUPE VERTICE à dater de ce jour, avec tous les droits et avantages qui y sont attachés ; il aura notamment seul droit aux produits desdites parts qui seront mis en distribution postérieurement à ce jour.

A cet effet, le CEDANT met et subroge le CESSIONNAIRE dans tous les droits et actions résultant de la possession des parts cédées.

Il est fait observer qu'il n'a été délivré aucun titre de ces parts et que leur propriété résulte uniquement des statuts et des cessions et transmissions de parts ultérieures.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de QUARANTE EUROS (40 €) LA PART, soit pour les 200 parts acquises, la somme de HUIT MILLE EUROS (8 000 €) que le CESSIONNAIRE s'engage à payer au CEDANT, au comptant, ce que le CEDANT reconnait et dont il lui donne bonne et valable quittance.

DONT QUITTANCE

DF

.../...

CG

FORMALITES
(OPPOSABILITE A LA SOCIETE ET AUX TIERS)

Par application de l'article 20, modifié par la loi N° 88-15 du 05 Janvier 1988 et L. 223.17 du Code de Commerce, le présent acte de cession sera déposé au Greffe du Tribunal de commerce d'ORLEANS.

Il sera déposé au siège social contre remise par la Gérance d'une attestation de ce dépôt, à moins que ce dépôt au siège social soit remplacé par la signification des différentes cessions de parts à la société.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Les parties aux présentes déclarent que le prix exprimé représente le prix de la transaction intervenue entre eux, sur cette somme, le cessionnaire s'engage à payer un droit proportionnel s'élevant à 102 €.

Pour la perception du droit d'Enregistrement et des Impôts, les parties déclarent que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application visant les cessions de titres des Sociétés Immobilières dotées de la transparence fiscale ou des sociétés à prépondérance immobilière.

F R A I S

Les frais et droits des présentes sont à la charge du CESSIONNAIRE qui s'y oblige en ce qui concerne les cessions des parts, et à la charge de la société en ce qui concerne la modification statutaire et l'inscription modificative au R.C.S.

ELECTION DE DOMICILE

Les parties font élection de domicile au siège de la société.

FAIT EN CINQ ORIGINAUX, A SAINT JEAN DE LA RUELLE,
L'AN DEUX MIL VINGT-DEUX, LE ONZE AVRIL
DONT :
1 POUR L'ENREGISTREMENT
1 POUR LE DEPOT EN ANNEXE AU R.C.
1 POUR LE CEDANT
1 POUR LE CESSIONNAIRE
1 POUR LA SOCIETE

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
ORLEANS 1
Le 19/04/2022 Dossier 2022 00030064, référence 4504P01 2022 A 01362
Enregistrement : 102 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Cent deux Euros
Montant reçu : Cent deux Euros

LE CEDANT
Gérald COURAPIED
(lu et approuvé)

Lu et approuvé

LE CESSIONNAIRE
GROUPE VERTICE
représentée par Daniel FERNANDES
(lu et approuvé)

Lu et approuvé

SARL ABCLIM CONCEPT

Société à Responsabilité Limitée au capital de 45 000 €
Siège social : 19 rue Bernard PALISSY
45140 – SAINT JEAN DE LA RUELLE
RCS B 495 289 159

STATUTS

LES SOUSSIGNÉS,

- Mme Rocher Christine, de nationalité Française, née le 13.04.1964 à Orléans 45000 France, demeurant 7, rue des Dahlias 45100 Orléans. Divorcé par décision du tribunal d'Orléans

-M. Batalla Stéphane, de nationalité Française, née le 07.07.1969 à Paris 75013 France, demeurant 9, rue des Géraniums 45100 Orléans. Divorcé par décision du tribunal d'Orléans

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société à Responsabilité Limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

Les conjoints des associés mariés sous le régime de la communauté ont été dûment avertis conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, de l'apport fait par leur conjoint au moyen de deniers appartenant à la communauté.

MIS A JOUR
PAR AGE DU 11/04/2022

Pour copie certifiée conforme à l'original

CHAPITRE I

FORME - OBJET - DÉNOMINATION SOCIALE - SIÈGE SOCIAL - EXERCICE SOCIAL - DURÉE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée, qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par les articles L223-1 du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 – OBJET SOCIAL

La Société a pour objet :

- l'installation, l'entretien, le dépannage, le développement, l'optimisation de systèmes de climatisation et de tous systèmes de chauffage thermodynamiques,
- l'amélioration des performances énergétiques tant pour les professionnels que pour les particuliers.

Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

La dénomination de la société est : ABCLIM CONCEPT

Les noms commerciaux sont : CLIM CONCEPT, DUO CLIMAT , CLIMAT CONCEPT

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 19 rue Bernard PALISSY 45140 – SAINT JEAN DE LA RUELLE.

DF

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville ou des départements limitrophes par simple décision de la gérance, et en tout autre endroit par décision extraordinaire de l'assemblée des associés.

ARTICLE 5 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1 janvier, et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence le 2 mai 2007 et se clôture le 31 décembre 2007.

ARTICLE 6 - DURÉE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

CHAPITRE II

ARTICLE 7 – APPORTS

A la constitution de la société, il a été apporté en numéraire la somme de 4 000 € par :

Mme Christine Rocher	deux mille Euros (2 000 €)
M. Stéphane BATALLA	deux mille Euros (2 000 €)

Aux termes d'une assemblée extraordinaire en date du 06/06/2011, il a été apporté en numéraire une somme de 16 800 € par M. Stéphane BATALLA, et une incorporation de réserves pour 4 200 €, avec élévation du nombre de parts sociales.

Aux termes d'une assemblée extraordinaire en date du 22/07/2014, il a été décidé une réduction du capital social d'un montant de 20 000 € par annulation de 2 000 parts de 10 € de M. Stéphane BATALLA.

Aux termes d'une assemblée extraordinaire en date du 22/09/2015, il a été décidé une augmentation du capital en numéraire d'un montant de 5 000 € avec création de 500 parts nouvelles de 10 € chacune, et une prime d'émission de 14 000 € par :

M. FERNANDES Daniel	deux mille Euros (2 000 €)
M. COURAPIED Gérald	trois mille Euros (3 000 €) et prime d'émission de 14 000 €

Aux termes d'une assemblée extraordinaire en date du 03/04/2018, il a été décidé une augmentation du capital d'un montant de 35 000 €, par prélèvement sur les comptes « PRIME D'EMISSION » et « AUTRES RESERVES ».

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **QUARANTE CINQ MILLE EUROS** (45 000 €).

Il est divisé en **MILLE** (1 000) parts de **QUARANTE CINQ** (45) euros chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs et suite aux cessions de parts intervenues les 07 Avril 2009, 03 Avril 2018, 15 Octobre 2020, 31 Décembre 2020 et 11 Avril 2022, à la réduction du capital du 22 Juillet 2014 et aux augmentations du capital des 22 Septembre 2015 et 03 Avril 2018, de la façon suivante :

Daniel FERNANDES, DEUX CENTS parts numérotées de 1 à 200	200 parts
SAS GROUPE VERTICE, HUIT CENTS parts numérotées de 201 à 1 000	800 parts
Total des parts formant le capital social :	1 000 parts

Les soussignés déclarent expressément que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquée.

CHAPITRE III

PARTS SOCIALES - CESSION DE PARTS

ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.
La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

ARTICLE 10 - FORME DES CESSIONS DE PARTS

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.
Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

ARTICLE 11 - AGRÉMENT DES TIERS

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être transmises à des tiers qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 12 - DÉCÈS D'UN ASSOCIE

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, sous condition de leur éventuel agrément tel que prévu à l'article 11 des présents statuts.

ARTICLE 13 - REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

CHAPITRE IV

GESTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 14 - GÉRANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisi(s) parmi les associés ou en dehors d'eux.
Le ou les gérant(s) sont désignés pour la durée de la société ou pour un nombre déterminé d'exercices, par décision :
- des associés représentant plus de la moitié des parts sociales,
- ou de l'associé unique en cas d'EURL,

Ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions.
En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à une rémunération fixe, proportionnelle ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

ARTICLE 15 - POUVOIRS ET RESPONSABILITÉ DE LA GÉRANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination.
Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.
Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.
L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.
Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.
Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dès que la société dépasse deux des trois seuils suivants :
- chiffre d'affaires hors taxes supérieur ou égal à 3 100 000 euros,
- total du bilan supérieur ou égal à 1 550 000 euros,
- nombre moyen de salariés supérieur ou égal à 50,

les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

CHAPITRE V

CONVENTION ENTRE UN GÉRANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 17 - CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 19 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 17. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

CHAPITRE VI

DÉCISIONS COLLECTIVES
DÉCISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit par acte exprimant le consentement de tous les associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

Les procès verbaux d'assemblées générales sont répertoriés dans un registre.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises au lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

En cas de décès du gérant, tout associé peut convoquer l'assemblée générale afin de procéder à la nomination d'un nouveau gérant.

ARTICLE 21 - PARTICIPATION DES ASSOCIES AUX DECISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et disposes d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

ARTICLE 22 - APPROBATION DES COMPTES

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.
Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

En cas d'associé unique, le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont établis par le gérant. L'associé unique approuve les comptes dans le délai de 6 mois à compter de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 23 - DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

ARTICLE 24 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.
Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société ou d'augmenter les engagements d'un associé,
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés,
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires,
- et, exceptionnellement, par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales pour les augmentations de capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

ARTICLE 25 - CONSULTATIONS ECRITES - DÉCISIONS PAR ACTE

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.
Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 23 et 24 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales

CHAPITRE VII

AFFECTATION DES RÉSULTATS

ARTICLE 26 - AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

Le prélèvement de 5 % cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint le dixième du capital social.

L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

CHAPITRE VIII

TRANSFORMATION - DISSOLUTION

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 29 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

CHAPITRE IX

JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE

ARTICLE 31 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour pour le compte de la société en formation, lesquels sont relatés dans un état ci-annexé.

Toutes ces opérations et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La gérance est par ailleurs expressément habilitée entre la signature des statuts et l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés à passer tous actes et à souscrire tous engagements entrant dans l'objet social et conformes aux intérêts de la société.

Ces engagements seront réputés avoir été dès l'origine souscrits par la société après vérification et approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés tenue au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

Fait à Orléans

Le 6 juin 2011

En quatre exemplaires originaux

Certifiés conformes

Nombre d'articles : 31

Stéphane BATALLA

Gérant